

Palestine

L'angle mort du visible

Au moment où Gaza subit une destruction massive de son tissu culturel, l'art palestinien jouit d'une visibilité internationale inédite. Entre sauvetage d'œuvres, biennale alternative et censure institutionnelle, cette scène met à nu les contradictions du milieu de l'art : célébrer la création tout en hésitant à affronter les réalités politiques qu'elle révèle.

Par Shiran Ben Abderrazak

Lancée en avril 2024 depuis une plage sous les bombes, la Gaza Biennale opère un renversement de la géographie symbolique de l'art, où le territoire assiégé devient le lieu d'énonciation et le reste du monde la périphérie

Six mois durant s'est déroulée une entreprise de sauvetage artistique discrète et essentielle. Les personnes quittant Gaza par Rafah, seul et dernier point de passage avant sa fermeture en mai 2024, se voyaient confier des peintures. Il s'agissait d'œuvres réalisées avec le peu de moyens qui restaient à des artistes assiégés et pris sous un feu constant. Des emballages de médicaments pour toiles et des pigments d'hibiscus et de grenade pour medium. Soixante dix-neuf d'entre elles ont fini accrochées à Darat al-Funun, à Amman. Ailleurs, la Gaza Biennale s'installait dans quatorze villes, un premier musée consacré à l'art contemporain palestinien ouvrait à Édimbourg, le film *Palestine 36* entrait dans la course aux Oscars. Pendant qu'une entreprise minutieuse de destruction d'un peuple et de sa culture se produisait, on n'a jamais autant eu l'opportunité de voir de l'art palestinien, avec ce paradoxe qu'il n'a jamais été aussi difficile de le produire, de le faire sortir, de le montrer.

Prenons le cas sud-africain, tant il est emblématique. Le 2 janvier 2026, Gayton McKenzie, ministre des Sports, des Arts et de la Culture, annule la participation de Gabrielle Goliath à Venise 2026. Son œuvre *Elegy*, une performance vocale en hommage aux victimes de violences, devait inclure une section dédiée à Hiba Abu Nada, poétesse palestinienne tuée par une frappe israélienne en octobre 2023. McKenzie qualifie l'œuvre de « *hautement clivante* ». Goliath et sa curatrice Ingrid Masondo font appel; le comité de sélection dénonce un abus du pouvoir exécutif. Mais il convient de s'arrêter un

instant sur cette affaire : le même pays qui a porté plainte pour génocide devant la CIJ ne tolère pas qu'une œuvre nomme l'une des victimes. La solidarité politique avec la Palestine existe, mais elle s'arrête, visiblement, là où l'art commence à donner une forme à ce qu'elle proclame. Si Pretoria recule devant une performance vocale, que peut-on attendre du reste du monde ?

Avec les moyens du bord

Observer l'état de la création à Gaza donne le sentiment vertigineux de plonger le regard dans les abysses. Sur ce territoire, plus de 226 sites patrimoniaux ont été endommagés ou détruits, au moins 151 figures culturelles ont été tuées selon le rapport de PEN America, et pourtant l'acte de création est encore là. Les artistes peignent sur des sacs de farine de l'UNRWA, des cartons d'aide humanitaire, avec des pigments tirés du thé, du henné, des cendres. Cela évoque évidemment le mouvement New Visions, fondé en 1989 par Sliman Mansour, Nabil Anani, Vera Tamari et Tayseer Barakat, qui avaient pris la décision de boycotter les fournitures en provenance d'Israël pendant la première Intifada. Ainsi, Mansour travaillait la boue et la paille; Tamari créait un olivier en céramique pour chaque arbre brûlé par les colons, un geste qu'elle poursuit depuis 2002 avec *Tale of a Tree*; Barakat brûlait le bois pour fabriquer ses pigments.

Mais il y a tout de même une différence majeure avec ce qui se passe aujourd'hui. Les artistes de Gaza ne choisissent pas leurs matériaux, ils

Lara Salous, *Across Stolen Fields 2*, série *From the Reality*, 2025, tissage au métier à tisser traditionnel palestinien et laine feutrée, 90 x 70 cm
©Lara Salous / Woolwoman



Mahdi Baraghithi, *This Work Carries No Meaning 1*, 2025, techniques mixtes sur carton, 60 x 40 cm
Courtesy galerie La La Lande



prennent ce qui reste et ce qu'ils trouvent. Et parfois, ce sont les artistes eux-mêmes qui manquent à l'inventaire. Fathi Ghaben est mort à 77 ans à Gaza en février 2024, faute de soins médicaux. À la Ramallah Art Fair, la section « Rarities » exposait ses œuvres aux côtés de celles de Mansour et Anani. La frontière entre patrimoine vivant et archive posthume n'a jamais été aussi mince. Hors de Palestine, une autre histoire s'écrit. Emily Jacir, Mona Hatoum, Samia Halaby ont, elles, inscrit l'art palestinien dans les circuits internationaux. Halaby, née en 1936 à Jérusalem, a reçu une mention spéciale du jury à Venise 2024 pour *Black is Beautiful* (1969) dans le même temps que sa rétrospective a été annulée par l'Indiana University. On honore et on censure la même artiste, parfois dans la même saison.

Éclatement des formes et des territoires

Les nouvelles voix, quant à elles, tracent des chemins singuliers. Réfugié à Marseille depuis quelques mois, Maisara Baroud documente le quotidien en dessins au trait nerveux sur des supports de fortune ; Mohammed Alhaj compose des collages à partir d'archives familiales et de photos de destruction. Depuis Londres, Malak Mattar, née en 1999, peint des femmes aux yeux immenses et a eu son premier *solo show* à Venise en 2024. À Ramallah, Lara Salous travaille la laine brute avec des communautés bédouines à travers *Woolwoman*, son projet de design social, un travail sur la fibre et la terre qui prolonge l'esprit New Visions sans en reprendre les formes. Aux Pays-Bas, Raghad Saqfalhait, formée en architecture, lauréate du Prince Claus Seed Award et cofondatrice du collectif Sakeb, transforme les rebuts de l'industrie de la pierre palestinienne en installations ; elle a été exposée à la Sharjah Architecture Triennale, à De Appel et à la Biennale de design de Venise. À Paris, la galerie La La Lande présente l'exposition « This Works Carries no Meaning » de Mahdi Baraghihi – contraint à un nouvel exil en France depuis octobre 2023 –, qui réunit des collages d'images recyclées et de fleurs en plastique ou en sequins, entre culture populaire et mémoire intime. On ne saurait réduire cette génération à une seule grille de lecture : ce qui la caractérise, c'est justement l'éclatement des formes et des territoires.

Mais la création seule ne suffit pas, la circulation est aussi vitale, que ce soit celle des œuvres ou des artistes. En septembre 2025, des experts de l'ONU

ont alerté sur l'étranglement financier imposé par Israël. En effet, la menace de l'État israélien de ne pas renouveler le *waiver* permettant aux banques israéliennes de traiter les transactions palestiniennes isolerait ces dernières du système financier mondial. Pour les artistes, cela signifierait clairement qu'il leur serait impossible de vendre à l'étranger. Le Palestinian Museum de Birzeit fait également face à une crise de financement, les donateurs occidentaux se sont retirés, les donateurs arabes redirigent vers l'aide humanitaire. Face à ces obstacles, la Ramallah Art Fair, lancée en 2020 par Zawyeh Gallery, propose un contre-modèle : un seul lieu, des prix plafonnés à 5 000 dollars, deux mois d'exposition au lieu des cinq jours des foires classiques. Sa quatrième édition, « Voices of Resilience » (décembre 2024 - janvier 2025), présentait 35 artistes et plus de cent œuvres, la plupart réservées avant l'ouverture.

Sur les scènes internationales, 2024 a marqué un tournant. À la 60^e Biennale de Venise, Samia Halaby et Dana Awartani figuraient dans l'exposition principale, tandis que « South West Bank » se tenait en événement collatéral co-organisé par Emily Jacir via Dar Jacir (espace fondé par la famille en 2014 à Bethléem), et que « Foreigners in Their Homeland » rassemblait une vingtaine d'artistes palestiniens au Palazzo Mora (d'abord refusé puis accepté par le European Cultural Centre). Le pavillon israélien est resté fermé : Ruth Patir avait refusé d'ouvrir avant un cessez-le-feu. Plus radicale encore, la Gaza Biennale inverse la logique des grandes manifestations. Lancée en avril 2024 depuis une plage sous les bombes, elle fait de Gaza le centre à partir duquel des pavillons internationaux sont déployés comme des « branches déplacées », des *jinnahs*, esprits errants. En 2025, il y a eu New York, Istanbul, Berlin, Athènes. En tout, jusqu'à présent, près d'une soixantaine

La scène palestinienne révèle la fragilité d'un système qui n'a jamais tranché entre sa vocation critique et ses dépendances économiques, un système où la liberté d'expression s'arrête là où commence l'inconfort des mécènes



Malak Mattar, *Palestinian Family*, 2025, acrylique sur toile, 84 x 60 cm
Courtesy de la Barjeel Art Foundation, Sharjah

d'artistes et quatorze villes auront participé à cette manifestation. C'est peut-être l'événement le plus important de cette séquence, non par sa taille, mais par ce qu'il propose : un renversement de la géographie symbolique de l'art, où le territoire assiégé devient le lieu d'énonciation et le reste du monde la périphérie. À Paris, « Trésors sauvés de Gaza » de l'Institut du monde arabe montrait 130 pièces archéologiques, 5 000 ans d'histoire exfiltrés avant la destruction. La Sharjah Art Foundation, elle, reste un pilier, programmant pour 2026 des artistes de la diaspora comme Jorge Tacla et Rodolfo Abularach, d'origines chilienne et guatémaltèque, tous deux d'ascendance palestinienne.

Cette visibilité a un coût et le mécanisme est partout le même : on prétend protéger la « neutralité » de l'institution en censurant le camp le plus vulnérable. La lettre ouverte publiée par *Artforum* en octobre 2023, où des milliers de personnalités du monde de l'art appelaient à un cessez-le-feu immédiat, a coûté son poste au rédacteur en chef David Velasco, sous la pression des galeristes, des collectionneurs et des annonceurs. En décembre, plus de 1 300 artistes ont accusé les institutions du Nord global de faire taire systématiquement les voix palestiniennes. La Royal Academy de Londres a retiré deux œuvres de son exposition d'été 2024. L'Arts Council England a émis un avertissement sur les « déclarations politiques », un double standard flagrant avec le soutien affiché à l'Ukraine. L'Australie a brièvement révoqué la sélection de Khaled Sabsabi pour la Biennale de Venise 2026. Au Whitney, la performance *No Aesthetic Outside My Freedom* a été annulée et l'Independent Study Program suspendu.

Neutralité ou censure ?

Sur place, les institutions tiennent. Le Palestinian Museum de Birzeit abrite « This is Not an Exhibition », montée avec les galeries détruites d'Eltiqa et Shababeek : 335 œuvres de 122 artistes gazaouis, au moins cinq d'entre eux tués depuis l'ouverture. L'exposition évolue en organisme vivant ; le fond indigo, couleur de deuil dans le *tatreez* (broderie traditionnelle palestinienne), et les sons de drones créent une atmosphère immersive. À Bethléem, Bab idDeir Gallery présente « To Survive To Witness », un *solo show* de Marwan Nassar qui rassemble plus de 60 œuvres créées pendant la guerre.

Faut-il encore parler de « résilience » ? Le mot est devenu un écran, il permet de s'émouvoir sans rien interroger. La scène palestinienne ne demande ni compassion ni admiration. Elle produit des formes, invente des circuits, met à l'épreuve les proclamations universalistes des institutions occidentales. Ce qu'elle révèle, c'est la fragilité d'un système qui n'a jamais tranché entre sa vocation critique et ses dépendances économiques, un système où la liberté d'expression s'arrête là où commence l'inconfort des mécènes. Entre la Gaza Biennale et les annulations en série se dessine une ligne de faille qui ne concerne pas seulement la Palestine. Elle traverse tout le champ de l'art contemporain. Et pose une question que personne ne peut plus esquiver : à quoi sert un monde de l'art qui ne peut montrer le monde ? *